

Libe  
11.3.92

# Modernités autoritaires

PAR GHASSAN SALAME\*

Il sera difficile de l'entendre : le pouvoir de Bagdad a été trop diabolisé durant la crise pour laisser place à ces réflexions de bon sens. Sous le portrait obsessionnel de Saddam sur nos écrans on a soigneusement enterré la société irakienne. Cachez-moi ces sociétés que je ne saurais voir. Montrez-moi plutôt « Hitler », pour que je puisse déjà jouir de son inévitable défaite. Parlez-moi de son armée, « la quatrième du monde », pour que je puisse déjà me délecter du spectacle de sa probable déconfiture. Ne me parlez pas des Irakiens ; cela m'attendrirait. C'est aussi cela, « la logique de guerre ».

Des Irakiens, il faudrait pourtant parler, maintenant que Schwarzkopf a gagné. Car il y a bien un malheur irakien, celui d'un peuple qui ne réussit pas à trouver la juste mesure entre la dictature et la guerre civile. Le pays était pourtant né sous des auspices démocratiques, mais ô combien ambigus. En 1921, la Grande-Bretagne a bien installé un régime de monarchie constitutionnelle, mais en s'assurant bien que le traité qui lui accorderait la « protection » de l'Irak prévaudrait en permanence sur la constitution. Il n'y aurait pas d'élections, disait le haut-commissaire britannique, tant que les élus ne s'engagent pas à l'avance à voter le traité de sujétion de l'Irak. Cela n'avait rien pour faire reluire la démocratie naissante aux yeux des Irakiens. Pas étonnant que leur réaction à ces élections ait été hostile. L'Ayatollah Khomeini, autorité chiite suprême de l'époque, appellera au boycott de ces élections douteuses dans leur sens. Il sera largement suivi.

C'était là un péché originel peu ordinaire. L'Occident exportait bien son modèle d'organisation démocratique mais en le faisant fermement dépendre du maintien de son hégémonie. Le traité d'abord, la constitution ensuite, en chronologie et en valeur juridique. Pas étonnant que les élus furent dans l'ensemble des notables prêts à toutes les compromissions. Pas étonnant non plus que les Irakiens aient eu tendance à jeter le bébé avec l'eau du bain, à douter d'un régime démocratique inspiré par la puissance colo-

*Des voisins  
entreprenants  
(Syrie, Turquie et  
Iran) et des  
minorités actives  
(kurde au nord,  
chiite au sud),  
l'Irak est en voie de  
libanisation. Et si  
l'établissement de  
la démocratie au  
Proche et Moyen-  
Orient, appelée de  
ses vœux par  
l'Occident, passait  
moins par le  
bulletin de vote que  
par la  
reconnaissance de  
l'identité  
communautaire ?*

niale, conditionné par le maintien de son hégémonie et visant à légitimer le pouvoir de ses collaborateurs. La démocratie paraissait du coup bien ambiguë. Les nationalistes auront naturellement tendance à rejeter la démocratie tout en se battant contre l'emprise de son inspirateur. Misérable modernité quand elle a pour fonction de légitimer la sujétion. Face à ce système, il y eut des partis modernes appelant à l'indépendance dans la démocratie. Leur voix sera toujours marginale. Car en étant démocrates, ils étaient, aux yeux des leurs, moins nationalistes, donc déjà douteux. Les communistes irakiens prêcheront une autre modernité, anticoloniale, athéiste, socialiste. Ils seront battus dans le sang par les pouvoirs successifs. La seule « modernité » à triompher sera celle de l'armée. Le décret de constitution de l'armée irakienne lui assigne déjà un rôle principal : l'imposition de l'ordre interne dans une société hétérogène. Les représentants de la société civile y réagissent avec force : ils refusent la conscription. Kurdes et chiites ressentent clairement que l'armée naissante vise d'abord à frapper leur pouvoirs traditionnels. Là aussi, la puissance coloniale joue la carte de la modernité ambiguë : elle pousse l'armée à frapper. Celle-ci le fera contre le séparatisme kurde à Suleymaniyeh, contre les Assyriens en 1932, et puis contre les tribus chiites de l'Euphrate en

1935. A chacune de ces associations, l'armée est l'instrument de répression d'une communauté assoiffée d'autonomie, de renforcement de l'appareil d'Etat, de diffusion de la « modernité ». Après ces trois bains de sang, le mariage est scellé entre modernité et répression, entre Etat et dictature. Londres, et ses amis locaux sont, pour un temps, les témoins heureux de ce mariage.

Mais l'instrument voudra être acteur. L'Irak sera le premier pays de la région où l'armée, utilisée pour casser la société traditionnelle, voudra prendre le pouvoir. Elle le fait une première fois en 1936, et de nouveau en 1937, 1938 et 1941. Le dernier de ces coups portera au pouvoir des officiers disposés à se rapprocher des puissances de l'Axe. Londres réagit maintenant contre cet « instrument » devenu trop autonome. Une intervention britannique contre l'armée irakienne aboutit à sa défaite. Londres expulse les deux tiers des officiers et la moitié des soldats. L'instrument principal de la « modernité » étatique étant devenu dangereux, on le miniaturise.

Il faudra que l'armée attende 1958 pour exécuter dans une violence inouïe son nouveau coup. Mais c'est une armée qui a largement perdu ses officiers chiites, kurdes et chrétiens. Sur les 15 membres du Conseil de la révolution, 12 viennent du groupe arabo-sunnite, soit 22 à 25% de la population. Ces couleurs ethniques et confessionnelles seront encore renforcées lors du coup d'Etat de 1963 et encore en 1968, le coup qui porte le régime actuel au pouvoir. L'armée, née pour être l'instrument de modernisation, devient le jouet d'un clan hégémonique à forte dominante arabe et sunnite. Géographiquement, les villes du Nord (Mossoul, Ramadi, Takrit) fourniront l'essentiel du corps des officiers. Le clan tribal de Saddam Hussein tiendra fermement l'armée prétorienne (la Garde) formée pour être le contrepois de l'armée régulière ainsi que les innombrables services de renseignement. Le parti unique (le Ba' th) aura pour fonction de recruter aussi large que possible dans la société pour en neutraliser politiquement les nombres les plus grands.

Saddam gouvernera, comme Assad en Syrie ou le FLN en Algérie, au nom de la modernité, d'une modernité qui ne se conjugue plus qu'avec nationalisme et répression. Le séparatisme kurde est réprimé au nom de l'Etat moderne et de ses frontières bien établies. La contestation chiite sera décimée parce qu'obscurantiste. Les élections libres sont refoulées au nom de l'exclusion des notables traditionnels et corrompus. Les accoutrements de la modernité seront happés par le régime : la sécularisation, l'urbanisation volontariste, l'ambition technologique et même l'annulation autoritaire des noms indiquant l'origine géographique de ceux qui les portent. Le pouvoir se veut intégrateur pour mieux voiler la nature clanique de ses détenteurs réels. La modernisation de la société devient le contrepois naturel des liens de sang, ô combien traditionnels, qui soudent entre eux les gouvernants. La modernité est moins une pratique qu'une politique. Plus qu'un simple voile, elle est un instrument de perpétuation du pouvoir. Les Irakiens sont invités à se débarrasser des liens tribaux, ethniques ou confessionnels qui les unissent depuis des siècles. Le pouvoir, lui, s'accorde le privilège absolument exclusif de fonctionner en clan. D'où l'impasse d'une société ballottée entre la perpétuation de la dictature et les risques de la guerre civile. Car l'intégration de la force a toujours nourri l'esprit communautaire plutôt que de le détruire. Et s'il est une leçon à tirer de la libanisation réelle du Liban, et potentielle chez ses voisins, c'est que la définition jacobine de la démocratie est le terreau de la dictature dans les sociétés plurielles. Les droits des communautés ne devront plus être sacrifiés au nom de la raison d'Etat ni au nom des droits des individus. Plus que nulle part ailleurs, au Levant, Rousseau est un danger public et l'individualisme jacobin l'arme des dictateurs. De cette modernité-là, le Levant n'a que trop souffert.

\* Directeur de recherche au CNRS et professeur à l'IEP de Paris.